Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
DRM-D 2391
Benoît BROCART

COMMUNE DE LE-BAR-SUR-LOUP

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES D'INONDATIONS

REGLEMENT

PRESCRIPTION DU PPR conformément à la loi n°95.101 du 02 février 1995 : 13 août 2003
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL : 08 juillet 2005
ENQUETE DU 23 septembre 2005 AU 27 octobre 2005
APPROBATION DU PPR : 22 NOV. 2006
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT SERVICE AMENAGEMENT ENVIRONNEMENT

SOMMAIRE

TITRE I

PORTEE DU REGLEMENT DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS

Article I-1 - Champ d'application
Article I-2 - Division du territoire
a) zone rouge de risque fort
b) zone bleue de risque modéré
Article I-3 - Effets du PPR

TITRE II

PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX ZONES INONDABLES

Article II-1 - Définition de la cote de référence
Article II-2 - Définition de la cote d'implantation du plancher ou de la plate-forme du premier niveau aménagé
Article II-3 - Présentation des demandes d'occupation ou d'utilisation des sols

TITRE III

MESURES D'INTERDICTION ET PRESCRIPTIONS

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE (RISQUE FORT)

Article III-1- Sont interdits :
Article III-2- Sont autorisés avec prescriptions :

CHAPITRE 2- DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE (RISQUE MODERE)

1.1 Bâtis et activités existants *:*

Article III-3 - Sont interdits :
Article III-4 - Sont autorisés avec prescriptions :

1.2 - Bâtis et activités nouveaux

Article III-5 - Sont interdits:
Article III-6 - Sont autorisés avec prescriptions :

TITRE IV

MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE DANS LES ZONES INONDABLES

Article IV-1- Obligation de mesures de prévention, de protection et de sauvegarde
Article IV-2- Recommandation de mesures de prévention, de protection et de sauvegarde

TITRE I

PORTEE DU REGLEMENT DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS

Article I-1 : Champ d'application

Le présent règlement s'applique au territoire de la commune de Bar-sur-Loup.

Article I-2 : Division du territoire

En application de l'article L 562-1 du code de l'environnement, le plan de prévention des risques naturels comprend deux zones de risques d'inondation :

a) - Une zone de risque fort dénommée **zone rouge (R)** où les inondations sont redoutables en raison des hauteurs d'eau, des vitesses d'écoulement (Cf. schéma 2), des conditions hydrodynamiques et des phénomènes d'enclavement. Ces raisons peuvent être simples ou cumulatives.

Sur l'ensemble du territoire et en dehors des vallons qui font l'objet d'une cartographie du risque précise, les zones rouges de tous les autres vallons et canaux d'évacuation des eaux ne sont pas cartographiées.

Dans ce cas, ces zones rouges sont définies par des bandes de terrain constituées des lits mineurs des vallons ou des canaux augmentés de marges de recul de 3 m comptés à partir des crêtes de berges et mesurés horizontalement et perpendiculairement aux axes de ces cours d'eau (schéma 1).

Pour les zones rouges (R), les occupations et utilisations du sol sont très limitées et doivent respecter les prescriptions définies au chapitre 1 du présent règlement à réaliser sur l'unité foncière.

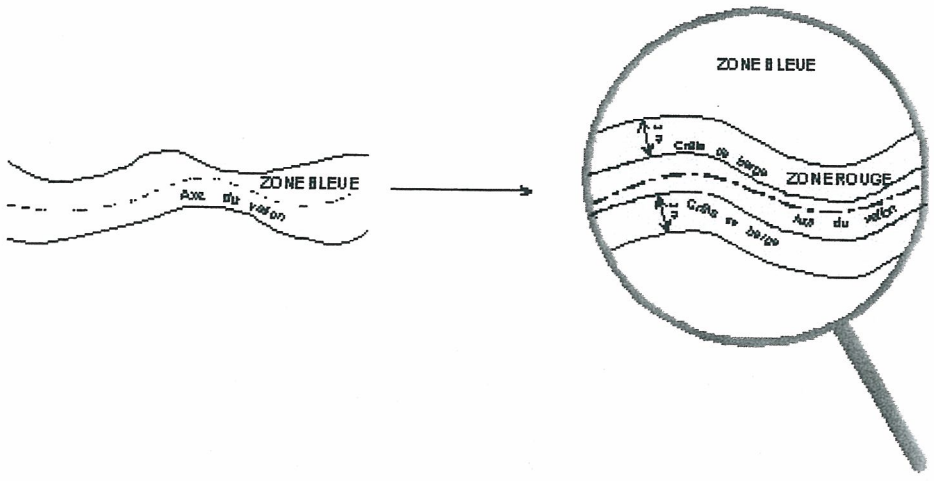


Schéma 1

b) - Une zone de risque modéré dénommée **zone bleue** liée aux crues torrentielles (hauteur d'eau et vitesses d'écoulement relativement faibles (Cf. schéma 2).

Dans cette zone, certains travaux, activités et constructions peuvent être admis en respectant les prescriptions définies au chapitre 2 du présent règlement à réaliser sur l'unité foncière.

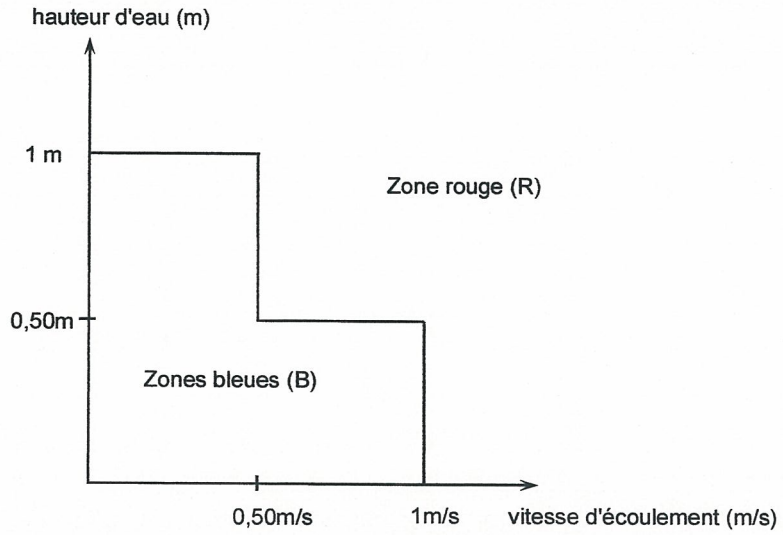


Schéma 2

Article I-3 : Effets du PPR

La nature et les conditions d'exécution des techniques de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en oeuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage concerné par les constructions, travaux et installations visés.

Le P.P.R. vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé au plan d'occupation des sols, ou plan local d'urbanisme, conformément à l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme.

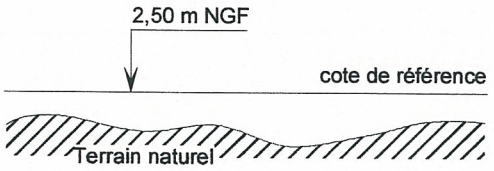
TITRE II

PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX ZONES INONDABLES

Article II-1 : Définition de la cote de référence

La cote de référence est l'altitude de tout point du niveau de la crue de référence retenue ; elle est exprimée en mètres rattachés au nivellement général de la France (NGF) dans les documents graphiques.

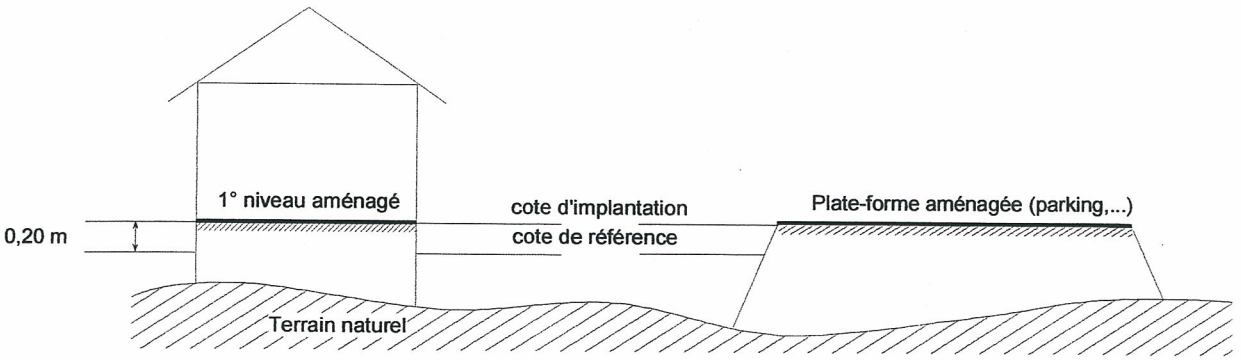
En un lieu donné, la cote de référence sera calculée par interpolation linéaire entre les cotes voisines connues.



Pour les zones rouges délimitées par des bandes de terrain de 3m de largeur des crêtes des berges des vallons (Cf. article I-2-a du titre I) et dont la cote de crue n'est pas rattachée au nivellement général de la France (NGF), la cote de référence est celle du niveau du terrain naturel existant augmentée de un mètre.

Article II-2 : Définition de la cote d'implantation du plancher ou de la plate-forme du premier niveau aménagé

La cote d'implantation est égale à la cote de référence définie à l'article II - 1 augmentée de 0,20m.



Article II-3 : Présentation des demandes d'occupation ou d'utilisation des sols

Toute demande devra être accompagnée d'un plan en 3 dimensions, coté en altitude, rattaché au nivellement général de la France (NGF) et comportant les cotes d'implantation, définies à l'article II - 2, sur les coupes et les façades du projet.

TITRE III

MESURES D'INTERDICTION ET PRESCRIPTIONS

Chapitre 1- Dispositions applicables en zone rouge (R)

Cette zone présentant un risque fort, les occupations et utilisations du sol sont particulièrement limitées.

Toutefois, des aménagements ou des extensions peuvent être admis sous certaines conditions édictées à l'article III - 2.

Article III-1 :Sont interdits :

- tous travaux, ouvrages, exhaussements de sol, aires de stationnement, aménagements ou constructions à l'exception de ceux mentionnés à l'article III - 2.
- la reconstruction après destruction par une crue.
- la construction de sous-sols.

Article III-2 :Sont autorisés avec prescriptions :

- les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, à condition de ne pas aggraver les risques ou de ne pas en créer de nouveaux.
- les travaux et installations destinées à réduire les conséquences du risque, à condition de ne pas les aggraver par ailleurs.
- les réparations effectuées sur un bâtiment dont les surfaces des façades ont été partiellement sinistrées par une crue, à condition de ne pas aggraver les risques et de ne pas augmenter significativement le nombre de personnes exposées.
- la reconstruction à l'identique de biens sinistrés (autre que par une crue), à condition de ne pas augmenter significativement le nombre de personnes exposées et que le premier niveau aménageable soit implanté au niveau de la cote de référence de la crue.
- les changements de destination des bâtiments ou des locaux (avec surélévation du plancher recommandée) à condition de ne pas aggraver les risques, de ne pas augmenter significativement le nombre de personnes exposées et que la destination nouvelle ne soit pas un établissement recevant du public de type J ;R ;S ;U et ce quel que soit la catégorie.

J : établissement d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées ; R : établissement d'enseignement et colonie de vacances ; S : bibliothèque et centre de documentation ; U : établissement sanitaire.

- les extensions par surélévations des bâtiments, à condition de ne pas augmenter significativement le nombre de personnes exposées.

- les extensions de bâtiments à usage agricole, à condition qu'elles n'excèdent pas 30% de la superficie du bâtiment existant à la date d'approbation du PPR et de ne pas modifier l'écoulement principal des crues.

- les serres agricoles sans exhaussement de sol, à condition que leur emprise au sol n'excède pas 60% de la superficie de la partie de l'unité foncière située en zone inondable et que leur axe principal soit orienté dans le sens du flux du plus grand écoulement (parallèle au lit mineur ou dans le sens des écoulements tels que figurés dans la carte d'aléa). Par ailleurs, elles devront être arrimées et équipées de dispositif permettant le libre passage des crues (extrémités amovibles).

- les clôtures sans mur-bahut, à condition d'assurer le libre écoulement des crues.

- les carrières, hors du lit mineur, sans installations fixes ni stockage ou traitement de matériaux, et à condition de ne pas modifier l'écoulement principal des crues et de ne pas aggraver les risques.

- les murets de ceinture isolant les habitations existantes et d'une hauteur maximum égale à la cote de référence plus 20cm, à condition que la surface ainsi clôturée n'excède pas 30% de la superficie de la partie de l'unité foncière située en zone inondable.

- les aires de plein air, de sport, de loisirs ou d'espace vert, sans exhaussement de sol, ainsi que les locaux sanitaires ou techniques strictement nécessaires à leur fonctionnement. Ces locaux devront toutefois disposer d'une aire de refuge située au-dessus de la cote de référence.
  Toutefois, pour des équipements particuliers (type golf) des exhaussements de sol pourront être autorisés à condition qu'ils soient compensés par des affouillements de sol et qu'ils ne soient pas situés dans l'axe des écoulements préférentiels.

- les piscines et les bassins sans exhaussement de sol, à condition d'être équipés d'une signalétique permettant leur localisation en cas de crue.

- les infrastructures publiques de transport et les équipements nécessaires à leur exploitation, ainsi que les voiries de desserte et les accès, à condition de s'implanter au dessus de la cote de référence.

  Toutefois, leur implantation pourra être admise sous la cote de référence lorsque celle-ci répond à une nécessité technique, économique ou environnementale.

  Ces ouvrages ne devront pas faire obstacle à l'écoulement des crues (des transparences suffisantes devront être prévues).

- les réseaux techniques (eau, gaz, électricité, chauffage, télécommunication, oléoducs, ...) et leurs équipements à condition d'être mis hors d'eau ou étanchéifiés et protégés contre les affouillements.

- les réseaux d'assainissement étanches, équipés de clapets anti-retour et protégés contre les affouillements.

- les citernes et cuves à condition d'être arrimées et étanchéifiées.

- le mobilier urbain à condition d'être arrimé ou scellé.

- les travaux de comblement constitués uniquement de matériaux inertes destinés au drainage ou à l'assainissement des terrains à usage exclusivement agricole, à condition de ne pas dépasser, en aucun cas, les niveaux des terrains naturels limitrophes et de préserver sur l'unité foncière un canal ou des canaux permettant le libre écoulement des eaux et présentant une superficie d'au moins 15% de la surface de cette unité foncière, objet du comblement.
  Toute demande devra être accompagnée d'un levé topographique et d'un plan de masse en trois dimensions, avant et après travaux, où figureront également les cotes des terrains naturels limitrophes.

- les plantations d'arbres, à condition que la largeur des intervalles perpendiculaire au sens du courant soit au minimum de 5m.

Chapitre 2 - Dispositions applicables en zone bleue (B)

Cette zone présentant un risque modéré, les occupations et utilisations du sol sont autorisées avec prescription.

1.1 Bâtis et activités existants :

Article III - 3 - Sont interdits :

- les extensions d'activités stockant ou produisant des matières polluantes ou dangereuses pour l'hygiène et la sécurité publique, à l'exception de celles nécessaires au fonctionnement des services publics et sous réserve :

  d'assurer l'étanchéité totale des bâtiments jusqu'à une hauteur de 1,50m au dessus de la cote de référence définie au titre II,

  de limiter la superficie totale de la construction ou des exhaussements de sol (notamment accès et parkings) pouvant faire obstacle à l'écoulement des eaux à 30% de la superficie totale de la partie de l'unité foncière située en zone inondable.

- les extensions de terrains de camping et de caravaning.

- Les aires d'accueil et de passage des gens du voyage.

- Les extensions des surfaces de vente existantes qui porteraient la surface totale (existant + projet) à plus de 1000 m2.

Article III - 4 - Sont autorisés avec prescriptions :

- les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, à condition de ne pas aggraver les risques ou en créer de nouveaux.

- les travaux et installations destinées à réduire les conséquences du risque, à condition de ne pas les aggraver par ailleurs.

- l'aménagement des sous-sols ou locaux existants situés sous la cote d'implantation définie au titre II, à condition d'assurer leur étanchéité jusqu'à cette cote.

- les extensions des bâtiments et installations autres que ceux visés à l'article III - 3 à condition :

  de respecter la cote d'implantation définie au titre II

  de limiter la superficie totale de la construction ou des exhaussements de sol (notamment accès et parkings) pouvant faire obstacle à l'écoulement des eaux à 30% de la superficie totale de la partie de l'unité foncière située en zone inondable.

Toutefois, sont admis sous la cote d'implantation :

- les extensions des aires de sports, de plein-air, de loisirs.

- les extensions des serres agricoles, à condition que leur emprise au sol totale n'excède pas 60% de la superficie de la partie de l'unité foncière située en zone inondable et que leur axe principal soit orienté dans le sens du flux du plus grand écoulement (parallèle au lit mineur ou dans le sens des écoulements tels que figurés dans la carte d'aléa). Par ailleurs, elles devront être arrimées et équipées de dispositif permettant le libre passage des crues (extrémités amovibles).

- l'élargissement des voies et accès existants.

- les extensions des équipements et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt public lorsque cette implantation répond à une nécessité technique impérative sans occupation humaine permanente, et à condition d'assurer la mise hors d'eau des équipements sensibles.

- les murets de ceinture isolant les habitations existantes et d'une hauteur maximum égale à la cote de référence augmentée de 20cm, à condition que la surface ainsi clôturée n'excède pas 30% de la superficie totale de la partie de l'unité foncière située en zone inondable.

1.2 - Bâtis et activités nouveaux

Article III-5 Sont interdits:

- les activités stockant ou produisant des matières polluantes ou dangereuses pour l'hygiène et la sécurité publique, à l'exception de celles nécessaires au fonctionnement des services publics et sous réserve :

  d'assurer l'étanchéité totale des bâtiments jusqu'à une hauteur de 1,50m au-dessus de la cote de référence définie au titre II,

  de limiter la superficie de la construction ou des exhaussements de sol (notamment accès et parkings) pouvant faire obstacle à l'écoulement des eaux à 30% de la superficie totale de la partie de l'unité foncière située en zone inondable.

- les surfaces de vente supérieures à 1000 m^2,
- les hôpitaux,
- les maisons de retraite,
- les établissement d'accueil de personnes à mobilité réduite,
- les crèches,
- les jardins d'enfants et haltes-garderies,
- les établissements scolaires,
- les colonies de vacances,
- les maisons d'arrêt,
- les parcs résidentiels de loisirs,
- les campings et les caravanings,
- les aires d'accueil et de passage des gens du voyage.

Article III - 6 - Sont autorisées avec prescriptions :

Toute occupation ou utilisation du sol, à l'exception de celles visées à l'article III - 5 et à condition de respecter les prescriptions suivantes :

Établissements recevant du public

L'implantation devra obligatoirement s'accompagner de prescriptions préventives portant sur l'information, la mise en sécurité ou l'évacuation des personnes.

Cote d'implantation des constructions et installations

La cote de plancher du premier niveau aménageable des constructions ou la cote de plate-forme des installations (aires de stationnement, ...) sera fixée à un niveau au moins égal au niveau de la cote d'implantation définie au titre II.

Cette disposition ne s'applique pas pour les aires de sport, de plein air, de loisirs et les serres agricoles.

Les équipements ou les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt public pourront être admis sous la cote d'implantation lorsque cette implantation répond à une nécessité technique impérative sans occupation humaine permanente et à condition d'assurer la mise hors d'eau des équipements sensibles.

Emprise au sol des constructions et installations

La superficie des constructions, installations et exhaussements de sol (notamment accès et parkings) pouvant faire obstacle à l'écoulement des eaux sera limitée à 30% de la superficie totale de la partie de l'unité foncière située en zone inondable.

Pour les serres agricoles réalisées sous la cote d'implantation, leur emprise au sol ne devra pas excéder 60% de la superficie totale de la partie de l'unité foncière située en zone inondable. Elles devront être arrimées et équipées de dispositif permettant le libre passage des crues (extrémités amovibles).

Orientation des constructions et installations

Pour les serres, l'axe principal sera orienté dans le sens du plus grand écoulement (parallèle au lit mineur ou dans le sens des écoulements figurés dans la carte d'aléa).

Piscines et bassins

Les plages des piscines et bassins pourront être établies au dessous de la cote d'implantation définie au titre II, à condition d'être équipées d'une signalétique permettant leur localisation en cas de crue.

Remblais

Les remblais seront strictement limités aux constructions et installations autorisées et devront respecter une marge de recul de 4m minimum pour le pied du talus, par rapport aux limites de l'unité foncière.

Les travaux de comblement constitués uniquement de matériaux inertes destinés au drainage ou à l'assainissement des terrains à usage exclusivement agricole, à condition de ne pas dépasser, en aucun cas, les niveaux des terrains naturels limitrophes et de préserver sur l'unité foncière un canal ou des canaux permettant le libre écoulement des eaux et présentant une superficie d'au moins 15% de la surface de cette unité foncière, objet du comblement.

Toute demande devra être accompagnée d'un levé topographique en trois dimensions, avant et après travaux, où figureront également les cotes des terrains naturels limitrophes.

Clôtures

Les clôtures sans mur-bahut seront admises, à condition d'assurer le libre écoulement des crues.

Infrastructures publiques de transport

Les infrastructures publiques de transport et les équipements nécessaires à leur exploitation devront s'implanter au-dessus de la cote de référence.

Toutefois, leur implantation pourra être admise sous la cote de référence lorsque celle-ci répond à une nécessité technique, économique ou environnementale.

Ces ouvrages ne devront pas faire obstacle à l'écoulement des crues (des transparences suffisantes devront être prévues).

Les aires de stationnement liées à ces infrastructures devront s'implanter au-dessus de la cote d'implantation définie au titre II.

Voiries desserte - Accès

Les voiries de desserte et accès ne devront pas faire obstacle à l'écoulement des eaux.

Réseaux techniques

Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité, chauffage, télécommunication, oléoducs,...) et leurs équipements seront mis hors d'eau ou étanchéifiés et protégés contre les affouillements.

Les réseaux d'assainissement seront étanchéifiés, équipés de clapets anti-retour et protégés contre les affouillements.

Citernes et cuves

Les citernes et cuves enterrées ou non devront être arrimées et étanchéifiées.

Mobilier urbain

Le mobilier urbain devra être arrimé ou scellé.

Plantations d'arbres

Les plantations d'arbres seront admises à condition que la largeur des intervalles perpendiculaire au sens du courant soit au minimum de 5m.

TITRE IV

MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE DANS LES ZONES INONDABLES

Article IV-1 : Obligation de mesures de prévention, de protection et de sauvegarde

En application des articles 4 et 5 du décret n° 95-1089 du 05 octobre 1995 modifié relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, et du décret n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde, les travaux suivants de prévention des risques devront être réalisés dans un délai maximum de 5 ans par :

- la commune ou l'établissement public de coopération intercommunal compétent :

la création d'un plan communal de sauvegarde, dans un délai ramené à 2 ans dès l'approbation du présent PPR, en liaison avec la direction interministérielle de la défense et de la protection civile de la préfecture des Alpes-Maritimes.

- les propriétaires et ayants-droit :

la démolition et l'évacuation des matériaux de tout bâtiment ou installation désaffecté, l'enlèvement de tout objet non arrimé et de tout matériau flottant ou sensible à l'eau,

l'arrimage des serres, des citernes et cuves enterrées ou non et du mobilier urbain,
la mise en oeuvre de dispositions relatives à la mise en sécurité des parkings collectifs existants en sous-sols (portes étanches, systèmes d'alerte,...),

l'aménagement, pour toute construction existante, d'une zone de refuge de capacité correspondant à l'occupation des locaux et située au minimum au niveau de la cote d'implantation. En cas d'impossibilité technique de réalisation dans les zones urbaines constituées, les ouvertures situées sous la cote d'implantation seront équipées de dispositifs étanches.

la préservation et le rétablissement des réseaux de drainage après chaque crue.

Le délai de 5 ans est ramené à 3 ans pour la réalisation des travaux concernant la protection des dépôts existants d'objets ou de produits dangereux ou polluants.

En outre, les riverains devront assurer un entretien semestriel des lits des cours d'eau et vallons et notamment après chaque crue.

Article IV-2 : Recommandation de mesures de prévention, de protection et de sauvegarde

Sont recommandés :

l'amélioration des conditions d'accès sans entraver le libre écoulement des crues,

la mise hors d'eau des réseaux et installations techniques existants (eau, assainissement, gaz, électricité, chauffage, télécommunication) ou leur étanchéité, l'étanchéité des parties de bâtiments existants situées sous la cote d'implantation définie au titre II,

la vérification de la bonne tenue des murs de protection et des digues après chaque crue,

l'entretien des boisements, des haies et espaces verts notamment avant les pluies d'automne.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
DRM-D 2391
Benoît BROCART

COMMUNE DE LE-BAR-SUR-LOUP

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES D'INONDATIONS

RAPPORT DE PRESENTATION

PRESCRIPTION DU PPR conformément à la loi n°95.101 du 02 février 1995 : 13 août 2003
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL : 08 juillet 2005
ENQUETE DU 23 septembre 2005 AU 27 octobre 2005
APPROBATION DU PPR : 22 NOV. 2006

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT

SERVICE AMENAGEMENT ENVIRONEMENT

BCEOM
SOCIETE FRANÇAISE D'INGENIERIE

TABLE DES MATIERES

1. INTRODUCTION 2

2. METHODOLOGIE 3

2.1. Principes 3

2.2. Présentation des cours d'eau 4

2.2.1. Le Loup 4

2.2.2. Les vallons 4

2.3. Hydrologie 5

2.3.1. Pluviométrie 5

2.3.2. Stations limnimétriques sur le Loup 6

2.3.3. Estimation des débits de référence 8

2.4. Etude hydraulique du Loup 10

2.4.1. Topographie 10

2.4.2. Conditions limites 10

2.4.3. Résultats 10

3. CARTOGRAPHIE REGLEMENTAIRE 11

4. ORIENTATION D'AMENAGEMENTS 13

4.1. Dispositions préventives 13

4.2. Aménagements 13

5. PRESENTATION DU REGLEMENT 14

1. INTRODUCTION

Les enjeux au niveau national

Depuis la loi sur l'eau de 1992, l'Etat a redéfini sa politique sur la gestion de l'eau. Une gestion équilibrée de la ressource, une volonté très affirmée de réduire la vulnérabilité des zones inondables associée à une politique d'incitation à la restauration des cours d'eau font partie des grands principes qui ont guidé cette réforme.

En matière de prévention des inondations et de gestion des zones inondables, l'Etat a défini sa politique dans la circulaire interministérielle du 24 janvier 1994. Cette circulaire est articulée autour des trois principes suivants :

→ interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses et les limiter dans les autres zones inondables,

→ contrôler strictement l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion de crue,

→ éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait justifié par la protection des lieux fortement urbanisés.

L'outil de cette politique, les plans de prévention des risques naturels prévisibles, a été institué par l'article 16 de la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement. Ces plans (PPR), une fois réalisés et approuvés, valent servitude d'utilité publique et sont opposables au tiers.

Le décret n°95-1089 du 5 octobre 1995 modifié par le décret n°2005-3 du 4 janvier 2005, en précise les modalités d'application et un guide méthodologique daté de mars 1996 rédigé par les ministères de l'environnement et de l'équipement définit les modalités de leur mise en œuvre.

Pour la commune de Le-Bar-sur-Loup, l'arrêté de prescription du PPR a été notifié le 13 août 2003, conformément à la loi n°95.101 du 2 février 1995.

2. METHODOLOGIE

2.1. PRINCIPES

A partir des 3 principes énoncés dans la circulaire interministérielle du 24 janvier 1994 et en agissant sur les zones exposées aux inondations comme sur celles non exposées mais qui peuvent accroître le risque, les Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles (P.P.R.) visent les objectifs suivants :

→ Améliorer la sécurité des personnes exposées à un risque d'inondation,

→ Maintenir le libre écoulement et la capacité d'expansion des crues en préservant les milieux naturels,

→ Limiter les dommages aux biens et aux activités soumis au risque.

La mise en œuvre des objectifs du PPR se traduit par :

→ La délimitation des zones exposées au risque d'inondation,

→ La délimitation des zones non directement exposées aux inondations mais sur lesquelles des constructions, ouvrages. aménagements ou exploitations pourraient aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux,

→ L'application sur ces zones de mesures d'interdiction ou de prescriptions vis à vis des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations susceptibles de s'y développer.

→ Ces prescriptions concernent aussi bien les conditions de réalisation que d'utilisation ou d'exploitation,

→ La définition des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde des zones exposées au risque,

→ La définition des mesures de prévention relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, ouvrages, espaces mis en culture ou plantés existants à la date d'approbation du plan.

La crue de référence préconisée par les textes est soit la plus forte crue observée, soit la crue centennale. La crue centennale est considérée comme le phénomène minimum servant de référence pour la définition du risque car elle se caractérise à la fois par :

→ des facteurs aggravants multiples (embâcles, ruissellements anormaux, ...),

→ des difficultés pour la gestion de la crise (communications coupées),

→ des risques importants pour la sécurité des personnes (force du courant, durée de submersion, ...)

→ des dommages importants aux biens et aux activités

La cartographie des risques d'inondations est basée sur la crue centennale.

L'élaboration de la cartographie réglementaire a nécessité des études hydrauliques approfondies dont les résultats sont présentés dans ce rapport.

2.2. PRESENTATION DES COURS D'EAU

2.2.1. Le Loup

En amont de la commune de Le-Bar-sur-Loup, au pont de Gourdon, le Loup draine un bassin versant de 140 km². La vallée est encaissée et le lit majeur réduit. A Gourdon, le franchissement de la vallée se fait par le pont de Gourdon. Les remblais en lit majeur étant très élevés le pont n'entre pas en charge.

En aval, la vallée reste très encaissée et le lit majeur ne fait au maximum que quelques dizaines de mètres. Le lit mineur est creusé. La pente est de l'ordre de 1 à 2 %.

Au niveau de la limite communale amont, la pente commence à diminuer. Elle devient inférieure à 1 % au niveau de la confluence avec le vallon du Riou. A cet endroit, le lit majeur atteint par endroit 200 m à 300 m.



Le Loup entre le pont de pierre et la confluence avec le vallon du Riou

En aval de la confluence, la vallée se rétrécit à nouveau et le lit majeur varie entre quelques dizaines de mètres et 100 m ou 200 m.

En aval de la commune de Le-Bar-sur-Loup, à la station de Tourrettes-sur-Loup, le Loup draine un bassin versant de 175 km².

Le Loup a fait l'objet d'une modélisation hydraulique détaillée au § 2.4.

2.2.2. Les vallons

L'apport des vallons sur la commune de Bar-sur-Loup représente 35 km², essentiellement avec les vallons du Riou et de Lescure. La confluence du vallon du Riou avec le Loup se situe au niveau de la papeterie.

Les conditions d'écoulement dans les vallons sont torrentielles en raison de pente élevée. En cas d'averses exceptionnelles, le temps de réponse du bassin versant est court, le débit augmente rapidement pour atteindre le maximum et décroît également rapidement. Les vitesses sont fortes (plusieurs mètres par seconde) et donc il se produit un transport solide important.

Les ouvrages de franchissement repérés sur le terrain sont la plupart du temps insuffisants pour faire transiter la crue centennale, en particulier lorsqu'il s'agit d'accès à des habitations.



Vallon du Riou vu vers l'amont – exemple d'accès

Les vallons sont étudiés par une méthode hydrogéomorphologique. Cette méthode consiste à déterminer la limite maximale de la zone inondable à partir des données suivantes : topographie, morphologie du vallon, végétation, présence d'éléments structurants, escarpement, affleurement ...Elle a été mise en œuvre lors des visites de terrain, et complétée par les témoignages recueillis.

2.3. HYDROLOGIE

2.3.1. Pluviométrie

2.3.1.1. Données pluviométriques du poste de Nice

Les hauteur d'eau du poste de Nice sont données dans le tableau ci-après pour les période de retour décennale et centennale et des durée variant de 15 mn à 24h.

Période de retour (ans)	Durée de l'épisode					
	15 min	30 min	1H	6H	12H	24H
10	25.2	36.3	50.7	90.2	63.3	72.9
50	33.8	49.0	68.9	124.1	157.2	168.6
100	37.4	54.3	76.6	138.5	175.7	187.9

2.3.1.2. Analyse de la pluviométrie de novembre 2000

Les mois d'octobre et de novembre 2000 ont été exceptionnellement pluvieux sur l'ensemble du département des Alpes Maritimes. Au niveau de Bar-sur-Loup, le maximum des précipitations se situe les 5 et 6 novembre 2000.

Les précipitations ont débuté le 5 novembre vers 17 heures pour se terminer le 6 vers 15 heures. Les relevés de météo France font état des élément suivants :

station	Hauteur précipitée (5 et 6 novembre 2000) mm	Fréquence de retour de la pluie de 12 heures (années) (méthode du renouvellement)
Coursegoules	134	>20 ans
Vence	147	20 ans < 50 ans
Tourrettes sur loup	130	50 ans

2.3.2. Stations limnimétriques sur le Loup

2.3.2.1. Données

Caractéristiques des stations de mesure sur le Loup.

station	code	B V km²	chronique	gestionnaire
Gréolières	Y56150 40	82	1980-2003	DIREN PACA
Gourdon	Y56150 20	140	1951-2001	EDF
Tourrettes	Y56150 50	176	1981-2003	DIREN PACA
Les Valettes	Y56150 10	206	1971-2003	DIREN PACA
Moulin du Loup	Y56150 30	279	1980-2003	DIREN PACA

Ajustement de la banque HYDRO avec une loi de Gümbel.

station	Q 10		observation	Plus forte crue		
	m3/s	m3/s/km²		Q (m3/s)	H (m)	date
Gréolières	46	0.56		57	170	6-1-94
Gourdon	110	0.78		174	/	1-11-94
Tourrettes	82	0.46	Qsp min	115	210	5-11-94
Les Valettes	120	0.58		147	251	20-12-97
Moulin du Loup	170	0.61		228	356	12-1-96

Constats :

- Le débit décennal en valeur absolue ainsi que le débit spécifique fluctuent en fonction de la superficie du bassin. Cela traduit une incohérence liée sans doute aux mesures ou au fonctionnement du bassin versant.
- Les plus forts débits observés le sont pour des dates différentes à chaque station.

La station de Tourrettes (176 km²) ne sera pas exploitée car la chronique est trop courte et les résultats paraissent anormalement faibles.

La station de Gourdon située en limite de commune sera exploitée ainsi que la station des Valettes située en aval de la zone d'étude.

2.3.2.2. Analyse détaillée des stations du Gourdon et des Valettes

Station de Gourdon – Y5615020 – Loup amont 140 km²

Débits réels en amont de la prise d'eau de l'usine du pont du Loup.

Chronique disponible de 1951 – 2001.

Commentaires : - à partir de 1996 la validité est douteuse

- de 1975 à 1987 EDF est le gestionnaire. Des courbes de tarage ont été réalisées. Les données sont bonnes.

Plus forte crue : 174 m3/s le 1-11-1994.

Ajustement de la banque HYDRO avec Gümbel : Q_{10} = 110 m3/s - Q_{50} = 160 m3/s

Un nouvel ajustement a été réalisé en enlevant les données 1989 à 1995 peu fiable. Le meilleurs ajustement est donné par la loi de Galton :

Q_{10} = 118 m^3/s - Q_{50} = 200 m^3/s- Q_{100} = 241 m^3/s

Les résultats obtenus sont supérieurs à ceux de la banque HYDRO.

Station de Tourette – Y5615010 – Les Valettes 206 km²

Chronique disponible de 1971 – 2002.

Commentaires : - la station a été emportée en janvier 1996 et le fond du lit s'est abaissé de 1 m.

Plus forte crue jaugé : 24 m3/s (H=1.23 m) le 27-3-79

Plus forte crue : 147 m3/s (H=251cm) le 20-12-97 validité douteuse.

Ajustement de la banque HYDRO avec Gümbel : Q_{10} = 120 m3/s - Q_{50} = 160 m3/s

Un nouvel ajustement a été réalisé par la loi de Galton :

Q_{10} = 112 m^3/s - Q_{50} = 166 m^3/s- Q_{100} = 191 m^3/s

2.3.2.3. Comparaison des estimations de débit du Loup

Estimation des débits de pointe de la banque HYDRO

station	S	débit de pointe (m3/s)		débit spécifique (m3/s/km²)	
	km²	décennal	centennal	décennal	centennal
Gourdon	140	110	176	2.1	3.4
Tourrettes / Loup	176	82	121	1.3	1.9
Tourettes / Valettes	206	120	183	1.7	2.6
Villeneuve-Loubet	279	170	270	1.9	3.0

Estimation des débits de pointe avec le logiciel TROPHEE

station	S	débit de pointe (m3/s)		débit spécifique (m3/s/km²)	
	km²	décennal	centennal	décennal	centennal
Gourdon	140	117	241	2.2	4.6
Tourettes / Valettes	206	112	191	1.6	2.7
Villeneuve-Loubet	279	170		1.9	

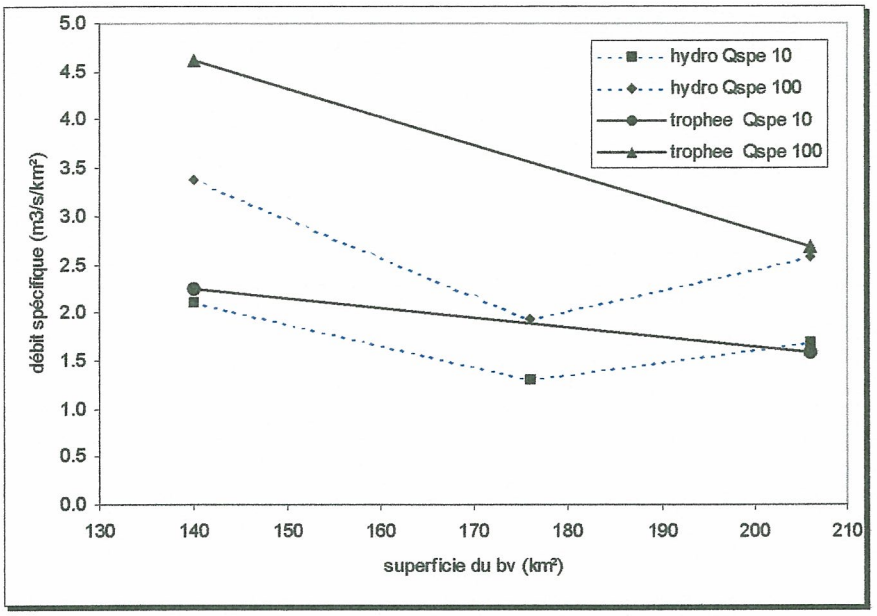


Figure 1 : débits spécifiques du Loup

Constats :

- Les estimations du débit décennal sont similaires pour les postes du Gourdon et des Valettes.
- Les estimations du débit centennal sont similaires pour le poste des Valettes. Par contre, elles diffèrent fortement pour le poste de Gourdon.

→ Ces résultats ne sont pas satisfaisant pour définir les débits de référence du Loup.

2.3.3. Estimation des débits de référence

L'objectif est de réaliser une synthèse à partir des bassins versants jaugés sur la région et des estimations effectuées sur des cours d'eau similaires.

Les données utilisées sont présentées dans les tableaux 1 et 2.

x : valeurs sélectionnées fiables

nb	cours d'eau	station	S	décennal			centennal		
				Qbe 10	Qspe etude 10		Qbe 100	Qspe etude 100	
			km²	m3/s	m3/s/km²		m3/s	m3/s/km²	
18		Vallon des Vaux	12.34	15.3016	2.05	x	34.552	4.63	x
19		Malvan	25	37	2.82	x	72	5.48	x
20		Cagne	68	51.68	1.77	x	106.08	3.63	x
21	Loup	Tourrettes sur Loup	176	108	1.73		223	3.56	
22	Loup	Les Vallettes	206	127	1.79		261	3.68	
23	Loup	Villeneuve Loubet	279	167	1.85		348	3.85	
24	Brague	Biot	41	105	5.38	x	195	10.00	x
25	Siagne	Ajustadoux	278	130	1.44	x			
26	Siagne	Veyans	337	160	1.52	x			

Tableau 1 : études antérieures

x : valeurs sélectionnées fiables

nb	cours d'eau	station	S	décennal			centennal		
				Q10	Qspe jaugé 10		Q100	Qspe jaugé 100	
			km²	m3/s	m3/s/km²		m3/s	m3/s/km²	
1	Loup	Gourdon	140	117.61	2.26	x	241.8	4.64	x
2	Loup	Villeneuve-Loubet	279	180	1.99	x	320	3.54	x
3	Cagne	St Jeannet	35						
4	Loup	Gréolières	82	46	1.35				
5	Loup	Gourdon	140	110	2.11				
6	Loup	Tourrettes sur Loup	176	82	1.31				
7	Loup	Les Vallettes	206	120	1.69				
8	Loup	Villeneuve Loubet	279	170	1.88				
9	Mardaric	Villeneuve Loubet	26.4						
10	Bouyon	Bézaudun les Alpes	16.8	4.5	0.47				
11	Bouyon	La Clave	32.2	9.3	0.58				
12	Brague	Biot	41	120	6.15	x			
13	Siagnole	Moulin de Mons	87	25	0.70				
14	Siagne	Ajustadoux	278	110	1.22	x			
15	Siagne	Veyans	337	160	1.52	x			
16	Lane	Valderoure	45.2	65	3.08	x			
17	Estéron	Broc	450	360	2.71	x	922	6.95	x

Tableau 2 : bassins versants jaugés

L'ajustement des données retenues est présenté ci-après. Cf Figure 1.

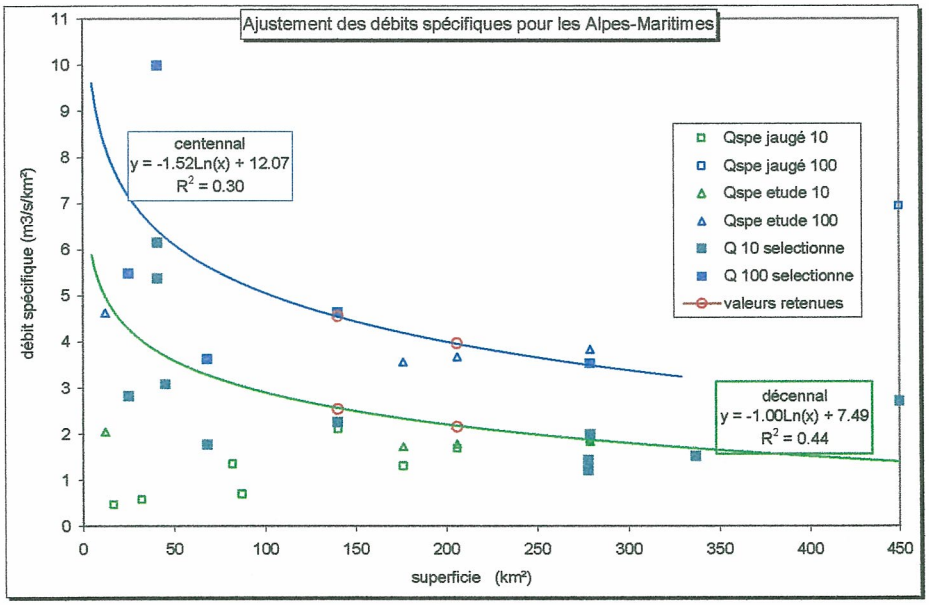


Figure 2 : ajustement des débits spécifiques

On en déduit les valeurs de débit centennal du Loup à Gourdon et aux Valettes :

$Q_{100\ Gourdon} = 238\ m^3/s$

$Q_{100\ Valettes} = 282\ m^3/s$

Ces débits sont les débits de référence centennale du Loup.

2.4. ETUDE HYDRAULIQUE DU LOUP

Le Loup a été modélisé sur la commune de Le-Bar-sur-Loup.

Les calculs de ligne d'eau sont effectués à l'aide du logiciel HEC-RAS. Ce logiciel est issu de près de vingt-cinq ans de développement continu par plusieurs centres de recherche. Il permet de simuler la circulation d'eau dans des réseaux simples ou maillés, à surface libre tels que les rivières et les canaux d'irrigation ou de drainage, en régime permanent ou transitoire.

HEC-RAS est plus particulièrement dédié à l'étude de la propagation des crues le long d'une rivière.

La schématisation du site d'étude est décrite dans une base de données au moyen d'une série de profils en travers et d'ouvrages tels que ponts, seuils, écluses, dalots...

Il permet notamment d'établir des cartes d'inondabilité fiables, d'optimiser des aménagements ou protections et d'analyser le fonctionnement des systèmes hydrauliques complexes.

La diversité des fonctions de présentation des calculs offre toute une palette de moyens de valorisation des modélisations réalisées au cours d'études, facilitant par ce biais la compréhension des résultats.

2.4.1. Topographie

Le Loup est décrit par une série de 59 profils en travers, levés par le cabinet de géomètre HOSPITAL (géomètre expert) en septembre 1997.

Aucun aménagement n'a modifié la configuration de la vallée depuis 1997 ce qui justifie l'utilisation de ces profils.

Les ponts de Gourdon en amont et de Bar-sur-Loup ont été levés et sont intégrés au modèle.

2.4.2. Conditions limites

Condition limite amont

Les débits injectés dans le modèle sont détaillés ci-après.

localisation	débit centennal
profil amont (à Gourdon)	238 m^3/s
confluence riou de Gourdon (limite communale)	255 m^3/s
confluence vallon du Riou	282 m^3/s

Condition limite aval

La condition limite aval est donnée par la pente normale de la ligne d'eau.

2.4.3. Résultats

Les cotes de référence centennale, calculées par le modèle, sont mentionnées sur le plan de zonage.

3. CARTOGRAPHIE REGLEMENTAIRE

Pour les vallons, compte tenu des vitesses et des conditions d'écoulement, il a été considéré que toute la zone inondable était une zone d'aléa fort et de risque fort (zone rouge).

Dans le cas du Loup, la cartographie réglementaire découle d'une démarche rigoureuse d'analyse des critères hydrauliques.

1) La carte des hauteur est tracée selon 3 catégories.

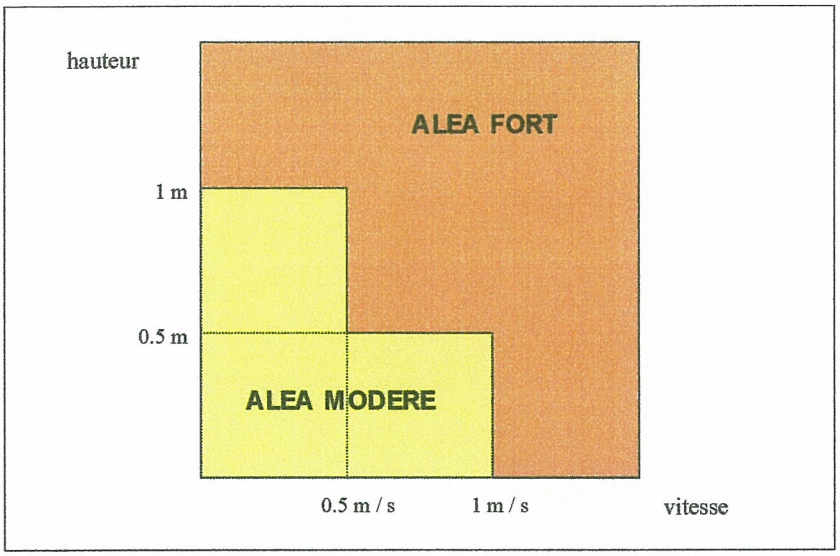
catégorie	couleur correspondante sur l'atlas A3	hauteurs d'eau
1	bleu clair	H < 0,5 m
2	bleu	0,5 < H < 1 m
3	bleu foncé	H > 1 m

2) La carte des vitesses est également tracée selon 3 catégories.

catégorie	couleur correspondante sur l'atlas A3	hauteurs d'eau
1	vert clair	V < 0,5 m/s
2	vert	0,5 < V < 1 m/s
3	vert foncé	V > 1 m/s

3) La carte de l'aléa hydraulique s'obtient par croisement des paramètres de hauteur et de vitesse selon une grille adoptée par la Direction Départementale de l'Equipement des Alpes Maritimes.

Cette grille est construite selon les 2 classes d'aléa suivantes :



La classe d'aléa modéré implique que la survie d'une personne pourvue de toutes ses facultés de mouvement n'est pas mise en cause par la crue.

4) La cartographie du risque d'inondation est construite par lissage et interprétation de la carte de l'aléa hydraulique.

La notion de risque ne se limite pas au croisement hauteur-vitesse, elle intègre également les éléments de dynamique d'écoulement (zone de plein écoulement, étranglement, zone de stockage ne participant pas à l'écoulement, zone de débordement, ouvrage hydraulique présentant un risque d'embâcle, etc...) et des éléments de sécurité (secteur enclavé sans possibilité de mise à sec, secteur enclavé dont les voiries d'accès sont inondées par plus de 70cm d'eau, à proximité d'un ouvrage hydraulique, etc...).

Classification des zones sur la carte du risque :

Une zone de risque fort dénommée zone rouge **R** où les inondations sont redoutables en raison des hauteurs d'eau, des vitesses, des conditions hydrodynamiques et des phénomènes d'enclavement.	R
Une zone de risque modéré dénommée zone bleue **B** où certains travaux, activités et constructions peuvent être admis en respectant des prescriptions à réaliser sur l'unité foncière intéressée.	B

La carte réglementaire mentionne les cotes de référence de la crue centennale.

4. ORIENTATION D'AMENAGEMENTS

4.1. DISPOSITIONS PREVENTIVES

La gestion du risque passe :

- ⇨ par la sensibilisation des riverains des cours d'eau au risque qu'ils encourent. Dans ce cadre, il est nécessaire d'expliquer les attitudes de « première urgence » à avoir en cas d'inondations.
- ⇨ par l'entretien du lit et le respect des écoulements naturels de la rivière pour limiter les risques d'embâcle et de dégradation de berges.
- ⇨ par la maîtrise de l'urbanisation future de l'ensemble du bassin versant et surtout du lit majeur des cours d'eau.
- ⇨ par la conservation des zones naturelles de débordement.

4.2. AMENAGEMENTS

La réalisation d'aménagements ponctuels peut permettre de limiter localement le risque de débordement. Ils sont de type recalibrage du lit mineur, reprise des ouvrages de franchissement, endiguement de zones sensibles ou curage et entretien du lit de la rivière. Ils peuvent cependant avoir des conséquences sur l'aval ou l'amont de la zone aménagée et il convient de veiller, en protégeant une zone, de ne pas aggraver la situation de secteurs voisins.

5. PRESENTATION DU REGLEMENT

Le règlement définit selon le décret 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié précise :

- ⇨ **les mesures d'interdiction** et les prescriptions applicables dans chacune des zones,
- ⇨ **les mesures de prévention**, de protection et de sauvegarde ainsi que les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages et des espaces mis en culture ou plantés existants à la date d'approbation du plan.

Les enjeux principaux qui ont guidé sa rédaction sont la simplicité et la clarté d'application, en préservant les objectifs principaux PPR et en permettant un usage adapté des sols, fondement d'un aménagement du territoire et d'un développement local cohérent. Il s'agit :

- ⇨ d'améliorer la sécurité des personnes exposées,
- ⇨ de maintenir le libre écoulement et la capacité d'expansion des crues,
- ⇨ de limiter les dommages aux biens et aux activités soumises au risque.

Ainsi, le règlement est divisé en 4 titres

TITRE 1. Portée du règlement PPR

Cette partie définit le territoire d'application du PPR, les catégories de zone dont il est fait application et rappelle qu'il crée une servitude d'utilité publique.

TITRE 2. Définition des cotes de référence et d'implantation

Ce titre précise la définition des différentes cotes altimétriques utilisées.

Afin de faciliter l'utilisation du règlement, il fait essentiellement référence à la cote d'implantation, représentant une cote physique concrète pour l'utilisateur.

Elle est déduite de la cote de référence exprimée en NGF de la crue de projet indiquée sur la carte réglementaire augmentée d'une revanche pour les effets de vague de 0,20 mètre.

TITRE 3. Mesures d'interdiction et prescription

Il définit les interdictions et prescriptions applicables dans les zones définies sur le plan de zonage.

L'ensemble des mesures retenues sont issues des recommandations édictées dans le guide méthodologique pour l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) établi en mars 1996 par le ministère de l'environnement et le ministère de l'équipement.

Une attention particulière a été portée pour permettre l'installation ou le développement d'activités ou autre type d'utilisation des sols compatibles avec les niveaux de risques rencontrés tout en préservant les objectifs du PPR.

Sont ainsi visés dans les zones de risque fort les équipements de plein air ne nécessitant pas d'investissement lourd et les exploitations agricoles, ce type d'installation permettant d'assurer une gestion de ces espaces dans le temps.

Les mesures édictées visent également, quelle que soit la zone, à améliorer la situation du site par rapport au risque et, dans les zones d'aléa modéré à permettre un développement modéré de l'urbanisation existante tout en limitant l'incidence d'une crue sur les biens et la sécurité des personnes.

TITRE 4. Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde

Les obligations sont limitées à des travaux dont l'effet assurera la pérennité des mesures édictées par ce PPR ou l'amélioration des conditions de mise en sécurité des personnes.

Le délai normal de réalisation de ces obligations est de 5 ans conformément au décret 95-1085 du 5 octobre 1995 modifié.

Toutefois pour les mesures concernant les travaux relatifs à la protection des dépôts d'objets ou de produits polluants, d'un coût relativement faible, le délai a été ramené à 2 ans.

Par ailleurs, compte tenu de l'importance que revêt, dans ce secteur particulièrement urbanisé l'instauration d'un plan d'alerte et de secours, le délai a été fixé à 3 ans.

Les recommandations quant à elles visent essentiellement à améliorer la protection des ouvrages.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
DRM-D 2391

Benoît BROCART

COMMUNE DE LE-BAR-SUR-LOUP

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES D'INONDATIONS

REGLEMENT

PRESCRIPTION DU PPR conformément à la loi n°95.101 du 02 février 1995 : 13 août 2003
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL : 08 juillet 2005
ENQUETE DU 23 septembre 2005 AU 27 octobre 2005
APPROBATION DU PPR : 22 NOV. 2006
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT SERVICE AMENAGEMENT ENVIRONNEMENT

SOMMAIRE

TITRE I

PORTEE DU REGLEMENT DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS

Article I-1 - Champ d'application
Article I-2 - Division du territoire
a) zone rouge de risque fort
b) zone bleue de risque modéré
Article I-3 - Effets du PPR

TITRE II

PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX ZONES INONDABLES

Article II-1 - Définition de la cote de référence
Article II-2 - Définition de la cote d'implantation du plancher ou de la plate-forme du premier niveau aménagé
Article II-3 - Présentation des demandes d'occupation ou d'utilisation des sols

TITRE III

MESURES D'INTERDICTION ET PRESCRIPTIONS

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE (RISQUE FORT)

Article III-1- Sont interdits :
Article III-2- Sont autorisés avec prescriptions :

CHAPITRE 2- DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE (RISQUE MODERE)

1.1 Bâtis et activités existants *:*

Article III-3 - Sont interdits :
Article III-4 - Sont autorisés avec prescriptions :

1.2 - Bâtis et activités nouveaux

Article III-5 - Sont interdits:
Article III-6 - Sont autorisés avec prescriptions :

TITRE IV

MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE DANS LES ZONES INONDABLES

Article IV-1- Obligation de mesures de prévention, de protection et de sauvegarde
Article IV-2- Recommandation de mesures de prévention, de protection et de sauvegarde

TITRE I

PORTEE DU REGLEMENT DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS

Article I-1 : Champ d'application

Le présent règlement s'applique au territoire de la commune de Bar-sur-Loup.

Article I-2 : Division du territoire

En application de l'article L 562-1 du code de l'environnement, le plan de prévention des risques naturels comprend deux zones de risques d'inondation :

a) - Une zone de risque fort dénommée **zone rouge (R)** où les inondations sont redoutables en raison des hauteurs d'eau, des vitesses d'écoulement (Cf. schéma 2), des conditions hydrodynamiques et des phénomènes d'enclavement. Ces raisons peuvent être simples ou cumulatives.

Sur l'ensemble du territoire et en dehors des vallons qui font l'objet d'une cartographie du risque précise, les zones rouges de tous les autres vallons et canaux d'évacuation des eaux ne sont pas cartographiées.

Dans ce cas, ces zones rouges sont définies par des bandes de terrain constituées des lits mineurs des vallons ou des canaux augmentés de marges de recul de 3 m comptés à partir des crêtes de berges et mesurés horizontalement et perpendiculairement aux axes de ces cours d'eau (schéma 1).

Pour les zones rouges (R), les occupations et utilisations du sol sont très limitées et doivent respecter les prescriptions définies au chapitre 1 du présent règlement à réaliser sur l'unité foncière.

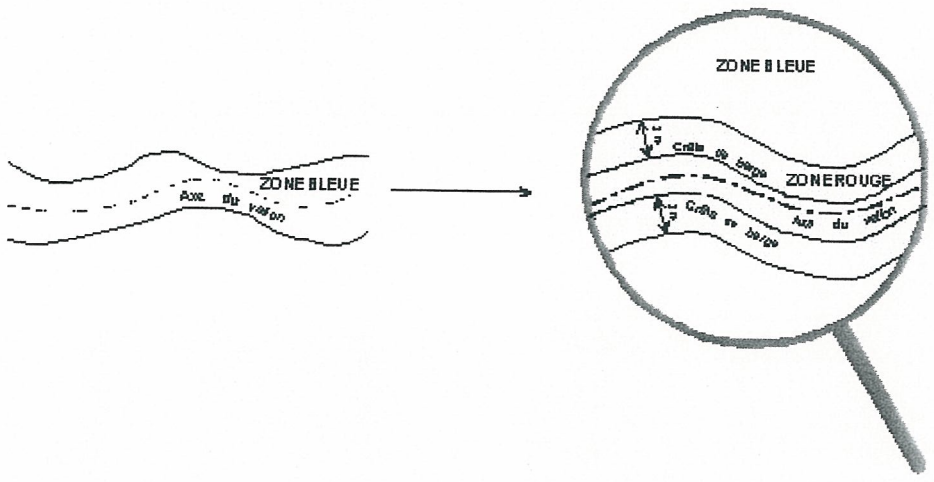


Schéma 1

b) - Une zone de risque modéré dénommée **zone bleue** liée aux crues torrentielles (hauteur d'eau et vitesses d'écoulement relativement faibles (Cf. schéma 2).

Dans cette zone, certains travaux, activités et constructions peuvent être admis en respectant les prescriptions définies au chapitre 2 du présent règlement à réaliser sur l'unité foncière.

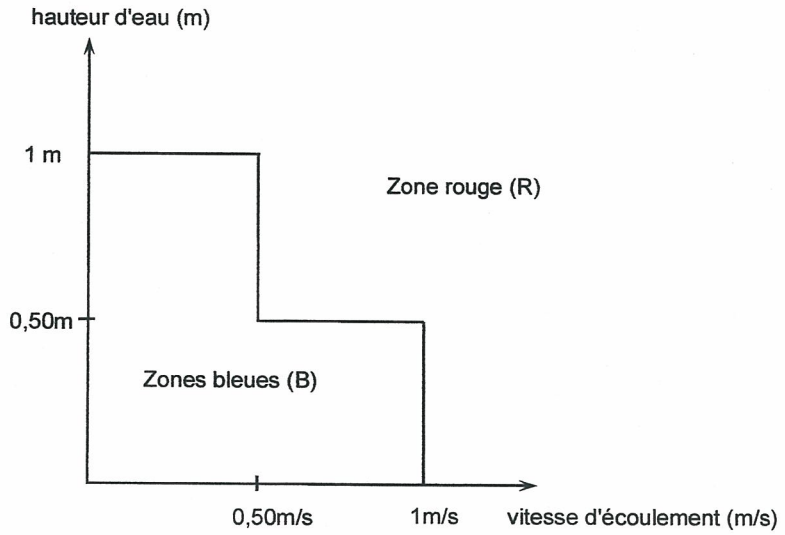


Schéma 2

Article I-3 : Effets du PPR

La nature et les conditions d'exécution des techniques de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en oeuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage concerné par les constructions, travaux et installations visés.

Le P.P.R. vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé au plan d'occupation des sols, ou plan local d'urbanisme, conformément à l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme.

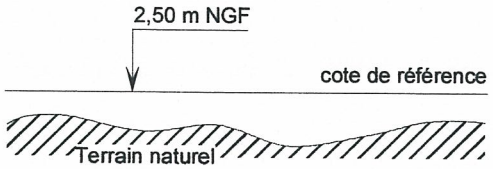
TITRE II

PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX ZONES INONDABLES

Article II-1 : Définition de la cote de référence

La cote de référence est l'altitude de tout point du niveau de la crue de référence retenue ; elle est exprimée en mètres rattachés au nivellement général de la France (NGF) dans les documents graphiques.

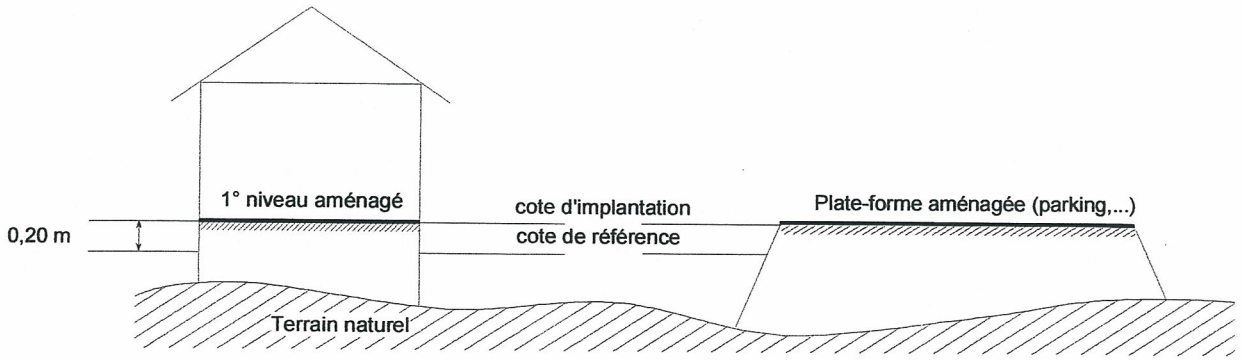
En un lieu donné, la cote de référence sera calculée par interpolation linéaire entre les cotes voisines connues.



Pour les zones rouges délimitées par des bandes de terrain de 3m de largeur des crêtes des berges des vallons (Cf. article I-2-a du titre I) et dont la cote de crue n'est pas rattachée au nivellement général de la France (NGF), la cote de référence est celle du niveau du terrain naturel existant augmentée de un mètre.

Article II-2 : Définition de la cote d'implantation du plancher ou de la plate-forme du premier niveau aménagé

La cote d'implantation est égale à la cote de référence définie à l'article II - 1 augmentée de 0,20m.



Article II-3 : Présentation des demandes d'occupation ou d'utilisation des sols

Toute demande devra être accompagnée d'un plan en 3 dimensions, coté en altitude, rattaché au nivellement général de la France (NGF) et comportant les cotes d'implantation, définies à l'article II - 2, sur les coupes et les façades du projet.